

EO2

**Société anonyme au capital de 2.640.648 Euros
5 Rue Benjamin Raspail 92240 MALAKOFF
493 169 932 RCS NANTERRE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 29 FEVRIER 2024

Aux actionnaires,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EO2 relatifs à l'exercice de 12 mois clos le 29 février 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} mars 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation dont le montant net figurant au bilan au 29 février 2024 est de 1.421.660 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur actuelle selon les modalités décrites dans les notes « Titres immobilisés », « Etat des immobilisations » et « Etat des provisions » de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs actuelles.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financières et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ENTITE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Quincy-Voisins

Le 26 juin 2024



Franck CHARTON
AUDIT & STRATEGY
FINANCE MANAGEMENT
Société de Commissariat aux Comptes

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 29/02/2024 12		Exercice N-1 28/02/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros %
ACTIF IMMOBILISÉ	Capital souscrit non appelé (I)					
	Immobilisations incorporelles					
	Frais d'établissement					
	Frais de développement					
	Concessions, brevets et droits similaires	54 863	54 595	268	598	330- 55.18-
	Fonds commercial (1)					
	Autres immobilisations incorporelles					
	Avances et acomptes					
	Immobilisations corporelles					
	Terrains					
	Constructions					
	Installations techniques, matériel et outillage	21 826	21 826		6 013	6 013- 100.00-
	Autres immobilisations corporelles	113 428	73 779	39 649	49 920	10 271- 20.57-
	Immobilisations en cours					
	Avances et acomptes					
	Immobilisations financières (2)					
	Participations mises en équivalence					
	Autres participations	2 213 257	791 597	1 421 660	1 365 815	55 846 4.09
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés	1 623 516	170 389	1 453 127	671 142	781 985 116.52
	Prêts					
	Autres immobilisations financières	131 211		131 211	51 503	79 708 154.76
Total II		4 158 100	1 112 185	3 045 915	2 144 990	900 925 42.00
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours					
	Matières premières, approvisionnements					
	En-cours de production de biens					
	En-cours de production de services					
	Produits intermédiaires et finis					
	Marchandises					
	Avances et acomptes versés sur commandes					
	Créances (3)					
	Clients et comptes rattachés	588 468		588 468	665 976	77 508- 11.64-
	Autres créances	6 427 794	373 575	6 054 218	6 386 548	332 330- 5.20-
	Capital souscrit - appelé, non versé					
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement				4 610 738	4 610 738- 100.00-
	Disponibilités	1 398 289		1 398 289	388 292	1 009 997 260.11
	Charges constatées d'avance (3)	63 223		63 223	63 918	694- 1.09-
	Total III	8 477 774	373 575	8 104 198	12 115 472	4 011 273- 33.11-
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)					
	Primes de remboursement des obligations (V)					
	Ecart de conversion actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		12 635 874	1 485 761	11 150 113	14 260 462	3 110 349- 21.81-

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 29/02/2024 12	Exercice N-1 28/02/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 2 640 648)	2 640 648	2 551 209	89 439	3.51
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	7 064 091	7 153 530	89 439-	1.25-
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves				
	Réserve légale	263 171	263 171		
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées		1 203 624	1 203 624-	100.00-
	Autres réserves				
	Report à nouveau	99 183-		99 183-	
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	1 347 001-	1 302 807-	44 193-	3.39-
AUTRES FONDS PROPRES	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	8 521 726	9 868 726	1 347 001-	13.65-
PROVISIONS	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
DETTE (1)	Total II				
	Provisions pour risques	188 000	188 000		
	Provisions pour charges		330 816	330 816-	100.00-
Comptes de Régularisation	Total III	188 000	518 816	330 816-	63.76-
	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit				
	Concours bancaires courants	5 068		5 068	
	Emprunts et dettes financières diverses	1 565 797	941 607	624 190	66.29
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	302 449	222 227	80 223	36.10
Comptes de Régularisation	Dettes fiscales et sociales	562 168	2 683 174	2 121 006-	79.05-
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	4 905	25 912	21 007-	81.07-
	Produits constatés d'avance (1)				
Comptes de Régularisation	Total IV	2 440 387	3 872 920	1 432 532-	36.99-
	Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)		11 150 113	14 260 462	3 110 349-	21.81-

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an 2 440 387 3 872 920

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 29/02/2024 12			Exercice N-1 28/02/2023 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de biens						
Production vendue de services	503 637		503 637	555 196	51 559-	9. 29-
Chiffre d'affaires NET	503 637		503 637	555 196	51 559-	9. 29-
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			381 028	33 881	347 147	NS
Autres produits			7 747	1 387	6 360	458. 63
Total des Produits d'exploitation (I)			892 411	590 463	301 948	51. 14
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes *			447 609	446 389	1 220	0. 27
Impôts, taxes et versements assimilés			24 548	12 218	12 329	100. 91
Salaires et traitements			1 694 985	884 814	810 171	91. 56
Charges sociales			239 792	629 511	389 718-	61. 91-
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			22 150	22 617	466-	2. 06-
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations						
Dotations aux provisions				330 816	330 816-	100. 00-
Autres charges			11	3 044	3 034-	99. 65-
Total des Charges d'exploitation (II)			2 429 095	2 329 409	99 686	4. 28
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			1 536 683-	1 738 946-	202 262	11. 63
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges affectées à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 29/02/2024 12	Exercice N-1 28/02/2023 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	317 031	118 890	198 140	166.66
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	146 703		146 703	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	463 734	118 890	344 843	290.05
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	725 362	402 902	322 460	80.03
Intérêts et charges assimilées (4)	24 190		24 190	
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	749 552	402 902	346 650	86.04
2. Résultat financier (V-VI)	285 818-	284 012-	1 806-	0.64-
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	1 822 501-	2 022 957-	200 456	9.91
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		21 521	21 521-	100.00-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	110 173	12 525	97 648	779.63
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	64 022	45 730	18 292	40.00
Total VII	174 195	79 776	94 419	118.36
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	739	1 021	281-	27.57-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	10 265	97	10 168	NS
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Total VIII	11 004	1 118	9 886	884.51
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	163 191	78 658	84 533	107.47
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	312 310-	641 492-	329 182	51.32
Total des produits (I+III+V+VII)	1 530 340	789 129	741 211	93.93
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	2 877 341	2 091 937	785 404	37.54
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	1 347 001-	1 302 807-	44 193-	3.39-

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier

: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

172 959

12 909

AUDITIS

EO2

36 avenue Pierre Brossolette

92240 MALAKOFF

ANNEXE DU 01/03/2023 AU 29/02/2024

AUDITIS
5 Rue René Char

21000 DIJON
03 80 74 90 50

ANNEXE

Exercice du 01/03/2023 au 29/02/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 11 150 113.21 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 503 636.73 Euros et dégageant un déficit de 1 347 000.51- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/03/2023 au 29/02/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Réorganisation de la participation dans les sociétés LEV et GREENTA

Le capital de ces sociétés a été restructuré afin de permettre l'entrée de nouveaux actionnaires.

La société GREENTA est devenue filiale à 100% de la société LEV par apport de titres. EO2 a donc apporté les 6 000 actions GREENTA qu'elle détenait, évaluées à un montant global de 26 540 €. Elle a reçu en rémunération de cet apport 26 540 actions de LEV.

EO2 a également cédé le fonds de commerce qu'elle avait développé sur l'activité audit énergétique. Ce fonds a été cédé pour une valeur de 70 000 € à la société LEV. La créance issue de cette vente a été utilisée pour souscrire à une augmentation de capital de la société LEV, ce qui a permis à EO2 d'obtenir 70 000 actions nouvelles de la société LEV.

Ces deux opérations permettent à EO2 de détenir 24% du capital de la société LEV.

Attribution d'actions gratuites

317 652 actions ont été définitivement attribuées gratuitement le 18/08/2023 aux salariés et dirigeant d'EO2. Ces actions étaient assorties d'une période de conservation de 12 mois. Les actions attribuées proviennent pour 228 213 d'actions propres acquises dans le cadre du plan de rachat pour un prix de 1 424 049 euros (montant constaté en "Salaires et traitements") et à hauteur de 89 439 d'actions nouvelles créées par augmentation de capital par incorporation de la prime d'émission (d'une valeur de 558 099 euros). Conformément à la législation, les "charges sociales" inclues la contribution patronale de 20% d'un montant de 371 748 euros.

Plan de rachat d'actions

Un nouveau plan de rachat d'actions a été mis en place par décision du conseil d'administration du 18 août 2023. Les titres auto détenus seront affectés à hauteur de 50% à des opérations de réduction de capital et de 50% à la réalisation d'offres publiques d'échange.

A la clôture de l'exercice, la société détenait 248 000 actions propres acquises pour 1,55 M€ dans le cadre du programme décrit ci-dessus et 11 475 actions dans le cadre du contrat de liquidité.

ANNEXE

Exercice du 01/03/2023 au 29/02/2024

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été établis en conformité avec les dispositions du Code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), de règlement ANC 2014-03 et suivants et de toute autre réglementation.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation retenues pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/03/2023 au 29/02/2024

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	106 126		
Terrains	1 551		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	21 826		
Installations générales agencements aménagements divers	10 487		
Matériel de transport	85 791		920
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	50 737		4 616
TOTAL	170 392		5 536
Autres participations	2 122 717		96 540
Autres titres immobilisés	671 142		2 424 974
Prêts, autres immobilisations financières	51 503		1 917 508
TOTAL	2 845 361		4 439 022
TOTAL GENERAL	3 121 879		4 444 558

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	51 263	54 863	
Terrains		1 551		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			21 826	
Installations générales agencements aménagements divers			10 487	
Matériel de transport			86 711	
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		39 123	16 230	
TOTAL		40 674	135 254	
Autres participations		6 000	2 213 257	
Autres titres immobilisés		1 472 600	1 623 516	
Prêts, autres immobilisations financières		1 837 800	131 211	
TOTAL		3 316 400	3 967 984	
TOTAL GENERAL		3 408 337	4 158 100	

Les immobilisations financières sont valorisées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur d'utilité est inférieure au prix d'achat.

Les cessions correspondent à :

- la mise au rebut de logiciels pour 51k€
- la mise au rebut de matériel informatique (PC, serveurs, ...) pour 35k€
- la mise au rebut de mobilier pour 3k€
- l'apport des 6 000 actions GREENTA à la société LEV

La prise de participations sur l'exercices de 96 540€ correspond à 96 540 actions de la société LEV, soit 24% du capital de la société.

ANNEXE

Exercice du 01/03/2023 au 29/02/2024

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	105 528	330	51 263	54 595
Terrains	1 551		1 551	
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	15 813	6 013		21 826
Installations générales agencements aménagements divers	10 487			10 487
Matériel de transport	38 773	13 242		52 015
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	47 836	2 565	39 123	11 278
TOTAL	114 459	21 820	40 674	95 605
TOTAL GENERAL	219 987	22 150	91 937	150 200
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires
				Dotations Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	330			
Instal.techniques matériel outillage indus.	6 013			
Matériel de transport	13 242			
Matériel de bureau informatique mobilier	2 565			
TOTAL	21 820			
TOTAL GENERAL	22 150			

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	518 816		330 816		188 000
TOTAL	518 816		330 816		188 000

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur titres de participation	756 902	181 398	146 703		791 597
Sur autres immobilisations financières		170 389			170 389
Autres provisions pour dépréciation	64 022	373 575	64 022		373 575
TOTAL	820 924	725 362	210 725		1 335 561
TOTAL GENERAL	1 339 740	725 362	541 541		1 523 561
Dont dotations et reprises					
d'exploitation			330 816		
financières		725 362	146 703		
exceptionnelles			64 022		

La société EO2 avait accordé une caution dans le cadre d'un emprunt bancaire (co financé par les banques CIC et BANQUE POPULAIRE GRAND OUEST) souscrit par la SCI TERRE PLEIN DE BLAINVILLE alors qu'elle était associée de cette SCI. EO2 a, par la suite, cédé sa participation dans cette SCI. Suite à la mise en redressement judiciaire de la SCI TERRE PLEIN DE BLAINVILLE, le CIC a demandé, au cours de l'exercice précédent, la substitution en tant que caution au paiement des échéances de l'emprunt. Le 15/03/2022, EO2 a été condamnée à verser à la BANQUE POPULAIRE la somme de 86 040,96 €, également au motif de sa caution vis à vis de la SCI TERRE PLEIN DE BLAINVILLE. Ces demandes de caution sont contestées par la société EO2 dans la mesure où le protocole de cession des titres de la SCI TERRE PLEIN DE BLAINVILLE par lequel EO2 a cédé sa participation dans la SCI portait l'engagement de l'acquéreur d'obtenir la main levée de la caution d'EO2.

ANNEXE

Exercice du 01/03/2023 au 29/02/2024

Par précaution, des provisions pour risque ont été constituées :

- au cours de l'exercice 28/02/2021, pour 97 K€ correspondant à la demande du CIC
 - au cours de l'exercice 28/02/2022, pour 91 K€ correspondant à la condamnation en faveur de la BANQUE POPULAIRE.
- Soit une provision globale de 188 000€.

A ce jour, la SCI TERRE PLEIN DE BLAINVILLE respecte le plan de redressement mis en place.

Les participations ci dessous ont été dépréciées pour tenir compte du risque d'absence de valeur vénale des titres à moyen terme :

- MMR pour une valeur de 203 297€ (une reprise de 146 703€ a été comptabilisée sur l'exercice)
- RCAC pour une valeur de 4 000€
- Pacte De Giens pour une valeur de 445 893€ (une dotation complémentaire de 42 991€ a été comptabilisée sur l'exercice)

Les participations de WEYA de 31 661€ et LEV de 106 740€ ont été dépréciées sur l'exercice clos le 29/02/2024

Le compte courant WEYA a été déprécié à 100% pour le montant de 373 575€

La diminution des autres provisions pour risques et charges correspond à la reprise de la provision constituée l'exercice précédent correspondant aux cotisations sociales sur les attributions d'actions gratuites acquises à la clôture de l'exercice.

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	1 754 727	1 740 567	14 160
Autres créances clients	588 468	588 468	
Impôts sur les bénéfices	703 988	703 988	
Taxe sur la valeur ajoutée	122 759	122 759	
Groupe et associés	5 536 012	5 536 012	
Débiteurs divers	65 034	65 034	
Charges constatées d'avance	63 223	63 223	
TOTAL	8 834 212	8 820 052	14 160

ANNEXE

Exercice du 01/03/2023 au 29/02/2024

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	5 068	5 068		
Fournisseurs et comptes rattachés	302 449	302 449		
Personnel et comptes rattachés	218 030	218 030		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	146 075	146 075		
Taxe sur la valeur ajoutée	125 727	125 727		
Autres impôts taxes et assimilés	72 336	72 336		
Groupe et associés	1 565 797	1 565 797		
Autres dettes	4 905	4 905		
TOTAL	2 440 387	2 440 387		

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions / parts sociales	1.0000	2 551 209	89 439		2 640 648

Au 29/02/2024, 259 475 actions sont auto détenues par la société EO2 pour une valeur totale de 1 623 515.93 euros.

89 439 d'actions nouvelles ont été créées par augmentation de capital par incorporation de la prime d'émission, suite à l'attribution d'actions gratuites.

Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Evaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

ANNEXE

Exercice du 01/03/2023 au 29/02/2024

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- logiciels informatiques de	1 à 3 ans
- brevets	7 ans
- agencements, aménagements des terrains de	6 à 12 ans
- constructions de	10 à 20 ans
- agencement des constructions	12 ans
- matériel et outillage industriel	5 ans
- agencements, aménagements, installations de	3 à 10 ans
- matériel de transport	3 à 5 ans
- matériel de bureau et informatique de	3 à 10 ans
- mobilier de	3 à 10 ans

Titres immobilisés

(PCG Art. 831-2/20 et 832-7)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	576 300
Autres créances	5 088
Total	581 388

ANNEXE

Exercice du 01/03/2023 au 29/02/2024

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes financières diverses	24 190
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	69 143
Dettes fiscales et sociales	25 570
Total	118 902

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	63 223
Total	63 223

Variation des capitaux propres

Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectations	9 868 726
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	9 868 726
Apports recus avec effets rétroactif à l'ouverture de l'exercice N	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	9 868 726
Variation en cours d'exercice	
Autres variations	1 347 000-
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO	8 521 726
VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	1 347 000-
dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	0
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE HORS OPERATIONS DE STRUCTURE	1 347 000-

ANNEXE

Exercice du 01/03/2023 au 29/02/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

(PCG Art. 831-3, 832-12, 832-13)

Rémunération annuelle des deux dirigeants : 700K€ (brut) + Valeur des actions gratuites transmises au cours de l'exercice 1 670 k€.

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	3
Total	3

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	1 822 501-	
Résultat exceptionnel (hors participation)	163 191	
Résultat comptable (hors participation)	1 347 001-	312 310-

La société E02 est intégrée fiscalement avec les sociétés E02 AUVERGNE et DU CHADEAU . E02, en tant que société mère, conserve les économies liées à l'intégration fiscale.

Au titre de l'exercice, cette économie s'élève à 312 310€.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes est de 18 100 euros hors taxes, correspondant aux honoraires suivants :

- au titre du contrôle légal des comptes pour 8 000 euros hors taxes
- au titre du contrôle des comptes consolidés pour 8 500 euros hors taxes.
- au titre des rapports spéciaux liés aux opérations sur le capital pour 1 600 euros hors taxes.

ANNEXE

Exercice du 01/03/2023 au 29/02/2024

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -**Engagements financiers****Engagements donnés**

Autres engagements donnés :		3 528 039
SAS DU CHADEAU Caution solidaire / emprunt	3 139 951	
EO2 Auvergne caution solidaire BPIF et B Popu	231 025	
RCAC caution solidaire 30% sur emprunt 600000	1 063	
PACTE DE GIENS caution sur emprunt 3 500KE	156 000	
Total (1)		3 528 039
(1) Dont concernant les filiales		3 528 039

Maintien de l'actionnariat dans la société NEW SVM pendant toute la durée de l'emprunt contracté auprès de la BP AURA d'un montant de 1 220 000 € destiné au rachat des 2 500 titres de la société SVM

Engagement pris en cas de rupture de contrat des dirigeants : indemnité d'un montant forfaitaire égal à 24 mois de rémunération brute (part fixe et variable), sauf en cas de faute grave ou de faute lourde.

Engagements reçus

NEANT

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Le montant de l'engagement pour retraite s'élève à 18 281€ au 29/02/2024.

La société a poursuivi la méthode 1 de la recommandation ANC 2013-02 pour l'évaluation de ses engagements en matière de retraite.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	
55 à 59 ans	6 à 10 ans	
45 à 54 ans	11 à 20 ans	7 826
35 à 44 ans	21 à 30 ans	10 455
moins de 35 ans	plus de 30 ans	
Engagement total		18 281

ANNEXE

Exercice du 01/03/2023 au 29/02/2024

Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à l'âge de 64 ans
- départ à l'initiative du salarié
- taux de rotation faible
- taux d'actualisation 3.30 %
- Revalorisation de salaire : 2%
- Charges sociales retenues : Cadre 50%

Accroissements et allègements dette future d'impôt

(PCG Art. 831-2/19, Art. 832-12 et Art. 832-13)

Déficits reportables antérieurs à l'intégration fiscale : 1 148 197€.

Identité des sociétés mères consolidant les comptes

(PCG Art. 831-3)

La société EO2 est la société mère d'un groupe qui présente des comptes consolidés

Liste des filiales et participations

(Code du Commerce Art. L 233-15; PCG Art. 832-6, 833-6 et 841-6)

EO2
92240 MALAKOFF

Panne : 22

Société	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis et non remboursés	Cautions et avais donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société	Observations
				brute	nette						
A. Renseignements détaillés											
- Filiales détenues à + de 50%											
-5710 DU CHADEAU	747 000	3 737 882	100.00	747 000	747 000	232 096			987 079		
-NEW SVM	284 750	129 370	60.00	170 850	170 850	458 637			31 236		
-55 WEYA	304 420	432 160	54.39	31 667		373 575		1 728 172	708 911		
-5710 EO2 BOURGOGNE FRANCHE C	40 000	238 859	51.00	20 400	20 400	6 695			173 180		
- Participations détenues entre 10 et 50 %											
-MMR	245 000	203 580	50.00	350 000	146 703			2 729 354	191 279		
-5710 LE PACTE DE GIENS	43 000	567 446	26.00	782 600	336 707	2 799 309			289 120		
-57 LEV	439 403	589 408	24.00	106 740		277 653		923 023	336 198		
-RCAC	20 000	20 617	20.00	4 000		58 076		212 396	6 068		
B. Renseignements globaux											
- Filiales non reprises en A											
- Participations non reprises en A											

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	Imputé au compte
Produits exceptionnels		
-REPRISE DEPRECIATION CC	64 022	787500
-BONIS RACHATS ACTIONS	13 633	778300
-VNC ACTIFS CEDES	96 540	775000
Total	174 195	
Charges exceptionnelles		
-PENALITES	739	671200
-VNC ACTIFS FI CEDES	6 000	675600
-MALIS RACHATS ACTIONS	4 265	678300
Total	11 004	